



## Déclaration préalable au CTSD du vendredi 28 janvier 2022

Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

Début 2022, le monde est toujours sous le joug de la pandémie Covid. Pourtant les profits explosent, montrant que la gestion de la crise sanitaire vise plus à maintenir le fonctionnement de l'économie qu'à enrayer ce virus et protéger les populations. Le gouvernement profite également de la crise sanitaire pour dérouler une politique liberticide et sécuritaire. Pour contrer toute contestation de sa politique il tente de diviser les citoyen·nes. C'est pourquoi la FSU, qui était déjà opposée au passe sanitaire, l'est tout autant au passe vaccinal et dénonce la prolongation de l'état d'urgence.

Dans cette droite ligne, notre ministre de l'éducation a montré plus que jamais une gestion déplorable de la crise sanitaire. Les écoles souffrent, craquent et subissent ordre, contrordre, désordre tandis que Blanquer part en vacances à Ibiza et parle wokisme à la Sorbonne. Pour tout le mépris affiché depuis 5 ans, pour « l'ensemble de son œuvre », nous demandons la démission de Jean-Michel Blanquer qui n'est plus légitime à nos yeux.

C'est par un mouvement exceptionnel de grève, le 13 janvier, initié par le SNUipp-FSU, puis encore hier jeudi 27, que les collègues ont fait entendre leur colère et leur souffrance et souhaiter marquer leur désaccord avec la politique de ce ministre. La question des moyens est au cœur des revendications, nous voulons des postes en nombre pour réparer l'école qui a craqué et qui craque encore.

Le SNUipp-FSU demande donc un vrai plan d'urgence pour l'école (nous le demandons depuis 2 ans maintenant) avec des investissements pour traiter les conséquences scolaires de la crise sanitaire et le creusement des inégalités que sa gestion a occasionné. C'est un vrai choix politique qui doit être fait. Les moyens ne sont absolument pas donnés pour avoir une école sécurisée et fonctionnelle. Nous demandons un collectif budgétaire pour répondre aux besoins de remplacements, de postes de RASED et d'effectifs limités dans chaque classe à 24 pour permettre une inclusion de qualité.

L'argument du budget ou plutôt de rigueur budgétaire qui nous est habituellement opposé ne peut plus tenir : La richesse des 5 premières fortunes, en France, a plus que doublé pendant la pandémie de Covid 19 et les services publics devraient se serrer la ceinture ? Non, de l'argent il y en a, il suffit juste de choisir où le prendre.

C'est donc dans ce contexte que vous allez nous présenter la carte scolaire du Jura en expliquant que nous avons une dotation positive alors que nous perdons des élèves. Nous allons enfin pouvoir augmenter notre P/E. Formidable, le graal...

La réalité, c'est que le ministère continue de donner des priorités sans les financer. Nous devons donc garder 10 postes pour les dédoublements des GS/CP/CE1 et 10,75 postes pour les décharges de direction... Tout cela avec un financement de seulement 8 postes. Evidemment, c'est sans compter les ouvertures qu'il faut prononcer. Nous partons donc en réalité avec une dotation de -12,75 postes pour ouvrir les classes... donc en fermer. Elle est là la triste réalité !